

Horeca: ils étaient un millier à manifester contre la «boîte noire»

D'après Belga

Mis en ligne mardi 27 janvier 2015, 16h03

Entrepreneurs et travailleurs de l'Horeca ont réclamé une baisse des charges sur le travail et de la TVA.



© Bert Van Den Broucke, Photo News - Manifestation nationale du secteur Horeca contre les nouvelles caisses enregistreuses

Un peu plus de 1.000 entrepreneurs et travailleurs de l'horeca ont manifesté mardi place de la Monnaie à Bruxelles afin de demander au gouvernement qu'il prenne des mesures destinées à compenser l'introduction de la caisse intelligente, à laquelle l'inscription est obligatoire pour le 28 février. La baisse des charges sur le travail constitue la principale revendication du secteur.

Des entrepreneurs et indépendants de tout le pays ont rallié le centre de Bruxelles mardi à l'appel des fédérations Horeca Bruxelles, Vlaanderen et Wallonie. Ils ont fait entendre leur voix contre la « boîte noire » de l'horeca : une caisse enregistreuse intelligente dont devront bientôt être équipés les quelque 50.000 établissements du pays.

Moins de charge

« La caisse n'est pas le problème, c'est le climat dans lequel elle est introduite », estime Filip Vanheusden, président de Horeca Vlaanderen. La crise économique a durement touché le secteur depuis 2009, qui craint maintenant de voir 63.000 emplois s'évaporer en raison des contraintes qu'impliquera la caisse intelligente.



« *Il est pourtant possible de donner un avenir à tous ces gens !* », poursuit Yvan Roque, le président de Horeca Bruxelles. Afin de pérenniser l'emploi, les trois fédérations sectorielles demandent la baisse des charges sur le travail, l'abaissement de la TVA sur les boissons de 21 à 12 % ainsi qu'un régime plus souple pour ce qui concerne les heures supplémentaires.

Sébastien, un jeune chef, a ouvert son restaurant, « L'Atelier 28 » à Lasne, il y a maintenant trois ans, dans un contexte déjà difficile. « *La cuisine est ma passion et ma vie, mais j'ai déjà regretté de m'être lancé en tant qu'indépendant* », avoue-t-il. « *Nous sommes trois pour faire tourner un restaurant de 35 couverts. C'est impossible d'engager du personnel supplémentaire. Un employé me coûte 40.000 euros par an, pour seulement 18.000 euros qui vont dans sa poche* ».

Des propos que confirme un autre restaurateur venu de la province du Luxembourg pour manifester. « *J'ai 60 ans, et il n'est pas rare que je doive encore finir la vaisselle à trois heures du matin* », explique-t-il. « *On évoque souvent le travail en noir quand on parle de l'horeca, mais c'est de l'histoire ancienne. La plupart des clients paient avec des cartes de crédit* ».

Honnêteté dans les notes de frais

Pour le client non plus, l'arrivée de la boîte noire ne sera pas indolore, selon les représentants de l'horeca. Outre qu'elle risque d'induire une augmentation des prix, elle représente également un danger pour la vie privée des consommateurs, estime Thierry Neyens, président de Horeca Wallonie. « *Cette caisse intelligente intégrera énormément de données et fournira le détail complet des additions* », en contradiction avec les factures simplifiées qui avaient été promises au secteur il y a quelques années, souligne-t-il. Il pointe dès lors le risque que certaines personnes n'osent plus remettre de tels tickets à leur patron ou à le faire entrer dans leurs frais professionnels.



Les responsables du secteur ont conclu leur plaidoyer en rappelant leur fierté d'être le deuxième secteur socio-économique du pays et le premier à Bruxelles. « *Le Belge veut également garder son horeca* », tonne Danny Van Assche, administrateur délégué de Horeca Vlaanderen.

CSC et FGTB pour la boîte noire

Contrairement aux fédérations horeca, la CSC Alimentation & services et la FGTB Horval ont indiqué mardi qu'elles considéreraient tout report de l'entrée en vigueur de la caisse intelligente comme « *inacceptable* ». Même s'ils déplorent que l'instauration de la boîte noire soit effectuée sans mesures complémentaires, les deux syndicats estiment qu'un secteur « *qui se respecte et qui veut un avenir doit, d'une part, investir dans la professionnalisation du secteur et, d'autre part, viser un emploi à temps plein et durable* ».

Les entrepreneurs se sont rendus au siège de l'Open Vld, parti de la majorité gouvernementale, où une délégation a été accueillie, sous les huées, par la présidente de la formation, Gwendolyn Rutten, et le secrétaire d'Etat à la Lutte contre la fraude sociale, Bart Tommelein.

Interrogé à l'issue des réunions avec les responsables des différents partis, Yvan Roque qualifiait les contacts comme positifs. « *Nous attendons maintenant un signal du gouvernement* », indique-t-il, espérant l'intervention d'une close suspensive afin de pouvoir se mettre autour de la table avec les autorités. « *Nous ne jouons pas, ce secteur doit pouvoir donner un travail et un avenir à des milliers de personnes* », conclut-il.